

cue du conflit, vis-à-vis de l'Amérique.

La Grande-Bretagne devait, d'autre part, tenir compte de l'opinion des Dominions qui avaient participé à la grande guerre, tels l'Australie, craignant l'organisation militaire du Japon, et le Canada, orienté vers les Etats-Unis, et qui s'élevaient contre une alliance pouvant entraîner l'Angleterre dans un conflit à côté du Japon contre les Etats-Unis. De son côté la France, avec ses possessions en Océanie, particulièrement l'Indo-Chine, avait tout intérêt à voir régler la situation dans le Pacifique. Et dans tous les pays, pendant cette bataille impérialiste, le prolétariat venait à la ressource de l'Union Soviétique qui, en 1922, n'était pas encore devenue le plus solide appui des manœuvres inter-impérialistes.

Afin d'arriver à un accord pour la limitation des armements navals, les Etats-Unis convoquèrent une Conférence des cinq principales puissances maritimes de l'époque (Empire britannique, Etats-Unis, Japon, France, Italie). Cette conférence aboutit à l'accord de Washington de 1922 qui fixa une première réduction des vaisseaux de ligne et détermina les coefficients 5, 5, 3, 1,7, 1,7 respectivement pour le tonnage global des flottes britannique, américaine, japonaise, française et italienne.

Bien que non limitée aux problèmes du Pacifique, cette Conférence eut pour ces impérialismes une signification décisive à cause de l'abolition de l'alliance anglo-japonaise qui avait été jusqu'alors le facteur déterminant dans ces mers, au travers de la fixation des rapports 5, 5 et 3 pour les flottes rivales des U.S.A., de l'Angleterre et du Japon. Enfin, l'accord de 1922 eut une certaine importance pour la démobilisation de la surface marine comprise entre les bases maritimes des îles Hawaï (Etats-Unis), Singapour (Angleterre) et les côtes du Japon.

Au surplus, le seul engagement politique contracté pendant cette Conférence fut le Traité des quatre puissances directement intéressées (Empire britannique, Etats-Unis, Japon et France) qui s'engagèrent à respecter le statu-quo dans leurs colonies et possessions sous mandat du Pacifique : complément du Traité dit des neuf puissances qui garantissait l'intégrité de la Chine sur la base de la « porte ouverte » pratiquée par les puissances signataires.

Les accords de Washington aboutirent,

enfin, à l'atténuation de la rivalité anglo-américaine pour la suprématie navale, du fait d'un compromis dans lequel chacun des brigands impérialistes entrevoyait un avantage particulier : les Etats-Unis, par la fin de l'alliance anglo-japonaise considérée dangereuse pour eux ; la Grande-Bretagne, par la renonciation — au moins momentanée — du programme américain de la suprématie navale, et le Japon, parce que bien qu'obtenant un rang de troisième ordre dans la marine mondiale, se trouvant favorisé par le fait qu'il n'avait à sauvegarder qu'un seul front : celui du Pacifique alors que les Etats-Unis avaient à protéger deux fronts océaniques et la Grande-Bretagne devait veiller à la sûreté de son immense réseau de communications dans toutes les mers.

Le Traité de Washington était valable jusqu'au 31 décembre 1936 et renouvelable par tacite reconduction. La faculté de le dénoncer était laissée à chacune des parties contractantes, moyennant un préavis de deux ans.

Il s'ensuivit plus tard, en 1930, une nouvelle Conférence navale à Londres, où la Grande-Bretagne et les Etats-Unis perfectionnèrent leur accord sur la parité navale par la fixation du tonnage des catégories inférieures qui n'avaient pas été envisagées à Washington. Cet accord supplémentaire expirait également le 31 décembre 1936.

Mais si, par ces moyens, on déterminait une détente dans la rivalité anglo-américaine, les rivalités dans le Pacifique allaient toujours croissantes avec l'offensive japonaise couronnant la sortie du Japon de la Société des Nations et par la dénonciation, qui eut lieu en décembre 1934, du Traité de Washington.

La détente survenue entre l'Angleterre et les Etats-Unis, la crise économique avaient ralenti le rythme des constructions navales consenties par les accords susdits à ces deux puissances. Par contre, le Japon avait fait plein usage de son droit de remplacer ses vieux navires de sorte que le rapport de 65 p. c. qui aurait dû subsister entre le tonnage de sa flotte de guerre et celui des deux puissances rivales, se trouvait être invalidé si l'on comptait les navires réellement efficaces, ce qui était d'ailleurs l'essentiel. Une flotte toujours plus puissante était d'ailleurs indispensable à l'impérialisme japonais pour appuyer sa politique tou-

jours plus agressive en Extrême-Orient (présentée comme seule issue à la crise économique et à la pression démographique), se traduisant par sa main-mise sur la Mandchourie, sur la Chine du Nord, sur la Mongolie, suivant les directives du fameux programme de Tanaka.

Comme le temps peut seulement favoriser ses adversaires (la Russie, la Chine actuellement impuissante, les Etats-Unis), le Japon, qui est acculé à une situation intérieure des plus instables, épuisé à cause d'une industrialisation exagérée, menacé par la catastrophe financière, n'entrevoit toujours davantage une issue que dans une guerre la plus proche.

Les autres pays ont, au contraire, tout intérêt à gagner du temps pour mieux se préparer à la deuxième conflagration mondiale. C'est cela qui explique la Conférence de Londres qui se tient actuellement et qui a déjà reçu un premier coup par l'abandon de la Conférence par le Japon.

Il est clair que, spécialement après l'échec de la Conférence du Désarmement, de Genève, et de la Conférence Navale à trois de l'année passée à Londres, les Etats-Unis, l'Angleterre et le Japon, — après la requête d'un tonnage global égal aux autres puissances — ont réactivé le rythme de leur préparation navale.

La réponse immédiate des Etats-Unis à la requête de parité navale présentée par le Japon, d'autant plus que ce dernier s'était refusé, après sa sortie de la Société des Nations, à rendre les colonies qui furent transformées en bases pour sous-marins, fut la « démonstration » du passage de presque toute la flotte américaine de l'Atlantique dans le Pacifique : 180 navires de guerre l'ont effectué sans incidents en 40 heures. Mais le Canal de Panama est sujet aux attaques par la voie des airs et, au surplus, il est impraticable pour les colosses de mer de 10,000 t. et plus. De là, la nécessité d'une seconde grande voie de communication entre le Pacifique et l'Atlantique représentée par le projet du canal du Nicaragua.

Il y a cent ans que le Sénat américain approuva la construction éventuelle de ce canal et 20 ans se sont écoulés depuis que le Traité avec le Nicaragua a assuré aux Etats-Unis le droit perpétuel et exclusif pour la construction de ce canal. A l'état actuel, le Canal du Panama permet un transit annuel, dans les deux directions, de

navires d'un tonnage global de 70 millions — les 80 p.c. de sa capacité maxima — et les travaux d'amélioration projetés pour 150 millions de dollars, permettraient d'augmenter ces possibilités pour 50 autres millions par an.

Mais, du fait des nécessités militaires, on finira par dépenser un milliard de dollars pour le nouveau canal, d'une capacité maxima de 80 millions de tonnes par an.

Cependant, d'autres raisons déterminent les Etats-Unis et l'Angleterre à rechercher une nouvelle trêve de quelques années, et cela parce que leurs flottes sont loin d'avoir atteint les limites maxima consenties par les Traités.

La construction des grandes unités demande trois à quatre ans. Les unités inférieures de deux à trois ans. Aussi, le programme d'accroissement naval américain, commencé avec l'exercice 1934-35, ne sera réalisé en plein qu'en 1942. La Grande-Bretagne aussi a adopté un programme de constructions navales s'échelonnant sur sept années qui donnera, en 1942, une augmentation de 296 navires de un million et demi de tonnes. Au moment donc où la dénonciation par le Japon met fin aux accords de Washington que ceux de Londres échoient en 1937, les Etats-Unis aussi bien que l'Angleterre se trouveront avec une flotte qui n'aura pas encore atteint l'efficacité qui était consentie par les Traités. Naturellement, pour faire face à tous les événements, c'est-à-dire à une soudaine éclosion du conflit mondial, tous les pays procèdent à la construction intensive de leur flotte aérienne, et les Etats-Unis, suivant les dernières décisions, en posséderont une de 4,500 appareils.

Chaque impérialisme reste, évidemment, en paroles, partisan du « désarmement », mais, pour chacun d'eux, désarmement signifie abolition des spécialités qui leur sont particulièrement nuisibles et que l'adversaire possède.

Aussi, le Japon soutient la limitation de la dimension des navires et l'abolition des navires-aériens pour se garantir de la menace américaine ; les Etats-Unis voudraient limiter les sous-marins dangereux pour une grande flotte qui doit agir à de grandes distances de ses bases ; l'Angleterre qui doit protéger ses lignes immenses de communications ressent plutôt la nécessité de nombreux navires petits et